

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 05/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DSM Nutritional Products France

BOULEVARD D'ALSACE
BP 170
68128 VILLAGE NEUF

Références : IR/MC 0429_2022_12_05_Visite_DSM
Code AIOT : 0006700429

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement DSM Nutritional Products France implanté 1 Boulevard d'Alsace 68128 VILLAGE NEUF. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DSM Nutritional Products France
- 1 Boulevard d'Alsace 68128 VILLAGE NEUF
- Code AIOT : 0006700429
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société DSM Nutritional Products France exploite des installations de production de vitamines et de caroténoïdes, classées Seveso Seuil Haut et soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion d'une situation accidentelle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Chaîne d'alerte lors d'une situation accidentelle	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 21	/	Sans objet
2	Formation à la gestion de crise	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 21	/	Sans objet
4	Inventaire des produits présents sur le site	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 19.1	/	Sans objet
5	Analyse du retour d'expérience	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté sur la gestion d'une situation accidentelle. L'objectif de la visite était de tester la chaîne d'alerte et de vérifier que l'exploitant serait en capacité de fournir sans délai aux équipes d'intervention la nature et les quantités de produits stockés. Les constats relevés au cours de cette visite n'ont pas mis en évidence de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Chaîne d'alerte lors d'une situation accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'un accident
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit un plan d'opération interne qui précise notamment : <ul style="list-style-type: none"> • l'organisation ; • le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement ; • [...].
Constats : L'inspection a testé la chaîne d'alerte interne lors d'un incident. L'appel d'urgence par le numéro interne a été traité selon la procédure: Réception de l'appel d'urgence par le poste de garde – Transmission des informations au pompier – Décision de déclenchement du POI par le pompier – Appel des personnes formées à la gestion d'un incident par un système automatique. Les personnes ayant reçu l'alerte appellent le poste de garde pour s'informer de la nature de l'incident et indiquer leurs disponibilités.
Observations : La gestion des appels en situation accidentelle pourrait être un point à améliorer, car lors de l'inspection, les appels étaient incessants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation à la gestion de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Formation à la gestion de crise
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit un plan d'opération interne [...]. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. Cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,• [...]. »
Constats : L'inspection a interrogé l'exploitant sur la réalisation d'exercices de mise en œuvre des moyens prévus au POI. L'exploitant indique réaliser le même scénario d'accident deux à trois fois par an pour exercer plus de personnes. L'inspection a vérifié la réalisation d'un exercice en 2021 en consultant le compte-rendu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Ce Plan d'Opération Interne (P.O.I.) est établi sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers révisée.[...]. »
Constats : L'inspection a consulté le POI de l'exploitant et l'a interrogé sur la gestion d'un scénario d'accident identifié dans son étude de dangers : "Incendie d'hexane sous le rack de tuyauteries". Sur le terrain, elle lui a demandé la nature des produits circulant dans les tuyauteries de ce rack. Elle a constaté que l'information est disponible sur le terrain sur des plans de coupe du rack mais pas dans les documents du POI. L'absence de ces éléments opérationnels dans les documents du POI, au vu du nombre de tuyauteries sur le rack (45 tuyauteries) et de l'importance d'identifier rapidement les installations à protéger en situation accidentelle doit être corrigée.
Observations : L'exploitant doit veiller au caractère opérationnel de son Plan d'Opération Interne (P.O.I.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Inventaire des produits présents sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 19.1
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des produits présents sur le site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. »
Constats : L'inspection a demandé à une des trois personnes susceptibles d'établir l'état des stocks en situation accidentelle de mettre en œuvre l'outil interne disponible. La personne a édité un fichier qui répertorie la nature, la quantité, le lieu de stockage et les phrases de risques des produits présents sur le site. Vu les faibles quantités indiquées dans l'état des stocks et malgré les raisons invoquées par l'exploitant (arrêt de certains ateliers – production par campagnes – fin d'année), l'inspection a demandé de remettre en œuvre l'outil interne plus tard dans la journée. Les deux états des stocks n'étaient pas identiques. Aucun contrôle des quantités figurant dans l'état des stocks n'a pu être réalisé faute de temps.
Observations : L'exploitant doit veiller à la disponibilité et à la fiabilité des informations nécessaires à la gestion d'un sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Analyse du retour d'expérience

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du retour d'expérience
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit un plan d'opération interne [...]. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. Cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none">• [...]• l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations;• [...]. »
Constats : L'inspection a consulté le compte-rendu de l'exercice mettant en œuvre les moyens prévus au Plan d'Opération Interne réalisé en 2021. Il indique les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none">• le scénario et les actions attendues lors de l'exercice;• le nombre de personnes ayant répondu à l'alerte;• une liste d'actions avec un calendrier prévisionnel et un état d'avancement. L'inspection note que: <ul style="list-style-type: none">• ce compte-rendu ne trace pas les difficultés rencontrées lors de l'exercice, en particulier aucune information sur la réalisation effective et les délais de mise en œuvre des actions attendues;• les actions identifiées à l'issue de cet exercice sont essentiellement des mises à jour de documents;• le délai de réalisation d'une action visant à rendre certaines informations facilement accessibles lors d'un accident est supérieur à 1 an, sans difficultés techniques apparentes: Indiquer dans le POI des liens utiles vers les fiches de données de sécurité, l'étude des dangers du site.... L'analyse des enseignements à tirer des exercices et formations est à améliorer.
Observations : L'exploitant doit veiller au contenu et au caractère opérationnel de son Plan d'Opération Interne (P.O.I.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet